COMMUNE DE ROQUETTES
Département de la Haute Garonne

PLAN LOCAL D'URBANISME
Première révision

Pièce 2 – Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.)







DOSSIER APPROUVÉ

PLU approuvé par délibération du Conseil Municipal le 17 décembre 2013

Mandataire du groupement
Bureau d'études TADD
56 rue du Pic du Midi
65190 POUMAROUS
06 73 36 25 73
amandine.raymond@tadd.fr

Pyrénées Cartographie
3 Rue de la Fontaine de Crastes
65200 ASTE
05.62.91.46.86 - 06.72.78.91.55
guillaume.arlandes@pyrcarto.fr

A.S.U.P.
12 rue de l'église
65690 ANGOS
09 65 00 57 23
asup@agretpy.fr-

TABLE DES MATIERES

Introduction 4

Orientations générales 6

Axe 1 : Poursuivre un développement urbain maitrisé 7

1. Permettre l'accueil de nouveaux habitants, en s'insérant dans le développement plus global des agglomérations muretaine et toulousaine 7
1.1. En maîtrisant la croissance démographique 7
1.2. En maîtrisant le développement spatial du territoire 8
1.3. En poursuivant la diversification de l'offre en logement dans un contexte historiquement pavillonnaire 10
2. Assurer le maintien des activités agricoles en protégeant les structures d'exploitation 10
3. Promouvoir une qualité urbaine tout en respectant les objectifs de densité fixés par les documents supra-communaux 11

Axe 2 : Renforcer le rôle du centre bourg 13

1. Renforcer le centre ancien en s'appuyant sur la trame existante 13
2. Proposer un maillage des circuits urbains piétonniers qui favorise la vie sociale 13

Axe 3 : Améliorer la qualité de vie 15

1. Développer l'offre commerciale de proximité 15
2. Poursuivre la valorisation des espaces naturels existants, conforter les trames écologiques et proposer à la population des sites de loisirs. 15
3. Développer les modes de déplacements alternatifs 16
4. Améliorer la sécurité des habitants 16
4.1. En prenant en compte les risques identifiés 16
4.2. En améliorant la sécurité routière 17
5. Maintenir le niveau d'équipements en matière de communication numérique 17
6. Maintenir le niveau d'équipements en matière de loisirs 17

INTRODUCTION

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, noté P.A.D.D., est une pièce constitutive et obligatoire du Plan Local d'Urbanisme au même titre que le rapport de présentation, le règlement et les annexes. Bien que non opposable aux tiers, il assure la cohérence du document d'urbanisme, notamment en inscrivant l'obligation :

- de respect des orientations du P.A.D.D. par les O.A.P. (Orientations d'Aménagement et de Programmation), qui constituent le volet opérationnel du P.A.D.D. (article L123-1-4 du Code de l'Urbanisme) ;

- de cohérence du règlement du P.L.U. avec le P.A.D.D. (article L123-1-5 du Code de l'Urbanisme).

L'élaboration du P.A.D.D. suit une procédure découlant de la loi S.R.U. (Solidarité et Renouvellement Urbain) du 13/12/2000, de la loi « Urbanisme et Habitat » du 02/07/2003 et des décrets 2004-531 du 09/06/2004 et 2005-613 du 27/05/2005. La loi portant Engagement National pour l'Environnement du 12/07/2010, dite « Grenelle 2 », renforce la dimension environnementale du P.A.D.D. et la mise en cohérence entre les SCoT et les PLU. Ainsi, le P.A.D.D., conformément à l'article L123-1-3 du Code de l'Urbanisme, fixe les objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Le P.A.D.D. est l'expression d'un projet politique global, s'inspirant de préoccupations d'ordre social, économique et environnemental : il doit être l'expression claire et accessible d'une vision stratégique du développement territorial à long terme. Il est fondé sur un diagnostic territorial et il doit respecter les objectifs et principes d'équilibre et de durabilité exposés aux articles L110 et L121-1 du Code de l'Urbanisme.

Il exprime les orientations générales relatives aux politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques et en particulier celles qui concernent l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs (Art. L. 123-1-3 du Code de l'Urbanisme).

Les orientations définies doivent alors obligatoirement aborder les trois thèmes centraux du développement durable dans le domaine de l'urbanisme, soit :

➲ **le respect du principe d'équilibre :**

- entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé et le développement de l'espace rural d'une part,

- et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part ;

➲ **le maintien de la diversité des fonctions urbaines et de la mixité sociale :**

- en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités et d'équipements,

- en tenant compte de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport ;

➲ **une utilisation économe et équilibrée des espaces intégrant :**

- la maîtrise des besoins de déplacement et de circulation,

- la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces naturels, des paysages,
- la réduction des nuisances,
- la sauvegarde du patrimoine naturel, bâti et paysager remarquable,
- la prévention des risques naturels, technologiques, des pollutions et des nuisances de toutes natures.

Conformément à l'article L123-9 du Code de l'Urbanisme, les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables doivent faire l'objet d'un débat organisé au sein du Conseil Municipal.

Ainsi, la circulaire ministérielle du 21/01/2003 précise que *« l'objet du Projet d'Aménagement et de Développement Durables est de présenter en conseil municipal, à travers un débat scientifique, les orientations en matière d'urbanisme. En ce sens, il constitue un débat d'orientations d'urbanisme qui peut être comparé au débat d'orientations budgétaires qui précède le budget. Il ne s'agit en aucune façon d'un document technique détaillé. En particulier dans une petite commune, qui n'aurait pas de grands projets d'aménagement, il pourra être très court. »*

Ce débat a eu lieu lors du Conseil Municipal du **24 avril 2012**.

ORIENTATIONS GENERALES

Commune de la deuxième couronne toulousaine, Roquettes a connu au cours des quatre dernières décennies un développement intense et une profonde mutation : autrefois village rural à l'activité agricole dominante, elle est aujourd'hui un bourg résidentiel avec de nombreux lotissements et l'agriculture ne se maintient qu'aux franges sud et est. L'exiguïté de son territoire accentue la concurrence qui peut exister entre les différents usages du sol, et les terrains disponibles pour l'urbanisation deviennent de plus en plus rares.

Son P.L.U. est soumis à une obligation de compatibilité avec les documents supra-communaux, en particulier le SCoT de la Grande Agglomération Toulousaine ou le Plan Local de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération du Murétain établi pour la période 2006-2013, qui fixent des objectifs généraux de développement, notamment en termes de croissance urbaine, de densité démographique, d'équipements à créer ou de préservation des espaces naturels et agricoles.

Dans ce contexte, le projet d'aménagement retenu pour la commune de Roquettes est fondé sur les trois grands axes suivants :

- **poursuivre un développement urbain maitrisé en cohérence avec les documents supra-communaux en vigueur ;**
- **renforcer le centre bourg et mieux organiser le territoire communal en améliorant les liens entre quartiers ;**
- **poursuivre l'amélioration de la qualité de vie de ses habitants :**
  - en préservant l'équilibre entre les différents espaces de la commune ;
  - en améliorant les déplacements à l'intérieur de la commune mais aussi vers les pôles d'attraction situés en dehors de son territoire (gares, centres scolaires) ;
  - en prenant en compte la sécurité de ses habitants.

Le P.A.D.D. se situe donc dans la continuité de celui défini par le Plan Local d'Urbanisme précédent qui s'articulait autour des 4 axes suivants : préservation et mise en valeur du patrimoine naturel ainsi que des espaces agricoles, développement urbain maitrisé et harmonieux de la commune, accompagnement du développement urbain, amélioration des déplacements.

AXE 1 : POURSUIVRE UN DEVELOPPEMENT URBAIN MAITRISE

1. Permettre l'accueil de nouveaux habitants, en s'insérant dans le développement plus global des agglomérations muretaine et toulousaine

1.1. En maîtrisant la croissance démographique

La population communale, voisine de 250 habitants à la fin des années 1960, atteint aujourd'hui 3600 habitants. Cette augmentation démographique, particulièrement importante entre les années 1975 et 1985 s'est accompagnée d'une augmentation proportionnelle du nombre de logements, principalement sous forme de lotissements, puis plus récemment par le biais de programmes de logements collectifs ou de logements individuels en bande.

Cependant, l'exiguïté du territoire communal, aujourd'hui urbanisé sur près des deux tiers de sa surface, ainsi que la capacité limitée de certains équipements tels que la station d'épuration ou le groupe scolaire, conduisent la commune à maîtriser la croissance démographique, afin de ne pas compromettre son développement futur.

Dans ce contexte, une croissance démographique de l'ordre de 1000 habitants supplémentaires est proposée pour les 10 à 15 prochaines années (échéance PLU), avec un objectif maximum de 5000 habitants à l'échéance du SCoT en 2030.

Sur cette base, les besoins en logements sont évalués permettant ainsi d'accompagner cette croissance et de prendre en compte le phénomène de desserrement des ménages.

Nombre de logements nécessaires pour accompagner la croissance démographique

Le besoin en logements est déterminé au regard de la croissance maximale retenue comme objectif démographique à l'horizon 2025 :

→ + 1000 habitants.

En appliquant un ratio de 2.56 personnes par ménage (INSEE, 2008), on obtient alors le nombre de résidences principales nécessaires pour couvrir l'augmentation démographique :

→ Soit 390 résidences principales supplémentaires.

Nombre de logements nécessaires pour accompagner l'effet de desserrement des ménages :

Le desserrement des ménages traduit la diminution de la taille des ménages que l'on observe depuis les années 1980 en France ; il traduit en particulier l'augmentation du nombre de familles monoparentales, du nombre de ménages composés d'une personne seule (célibataires, mais aussi veuf ou veuve en lien avec l'allongement de la durée de vie).

Le nombre de résidences principales nécessaires pour couvrir la diminution de la taille des ménages de 2.56 personnes (chiffre 2008) à 2.3 personnes (prospective 2025) peut être évalué :

→ à environ 150 logements supplémentaires.

Le nombre total de logements nouveaux à produire à l'horizon 2025 est donc d'environ 550 logements, soit 42 logements par an, soit 6 à 7% des objectifs de production de logements fixés par le SCoT pour le Muretain.

Objectifs de production de logements fixés par le SCoT GAT à l'horizon 2030 (en logement par an)	
Agglomération toulousaine (SMEAT)	8 650 à 10 300
Muretain	600 à 700

1.2. En maîtrisant le développement spatial du territoire

Obligatoire depuis la mise en application de la loi E.N.E. (Grenelle 2) en janvier 2011, chaque P.L.U. doit fixer les objectifs généraux de la commune en matière de consommation de l'espace et d'étalement urbain.

Eléments de diagnostic :

Depuis une cinquantaine d'années, le développement de Roquettes s'est traduit quasi exclusivement par une consommation d'espaces agricoles : les espaces naturels limités aux bords de Garonne ont été peu impactés tandis que les espaces boisés, peu étendus, étaient déjà très anthropisés.
L'évolution de la consommation d'espace est synthétisée dans le tableau suivant. La consommation d'espace a été très forte au cours de la période 1960 – 1990 ; elle reste depuis assez importante mais conduit à une plus grande densité de logements.

Evolution de la population et des surfaces consommées par l'urbanisation

Période	Surface consommée par l'urbanisation (ha)	Population (habitants)	Nombre de logements	Densité urbaine (logements/ha)
avant 1946		136		
de 1946 à 1962	1.5	185	53	6.5
de 1962 à 1975	54.9	493	167	2.6 *
de 1975 à 1990	80.8	2801	880	6.1
de 1990 à 2008	31.8	3300	1372 (estimation)	7.8
De 2008 à 2012	11.3	3700	1514 (estimation)**Erreur ! ignet non défini.**	8.1

* Valeur à prendre avec précaution en raison des décalages de date entre recensement et photo aérienne

La réalisation du Plan Local d'Urbanisme doit permettre à la commune de maîtriser le développement spatial de son territoire, en préservant un certain équilibre entre les différents espaces et leurs fonctions : zones urbaines, zones agricoles, zones naturelles.

Pour les territoires de « développement mesuré » dont fait partie Roquettes, le SCoT GAT recommande une densité moyenne de 15 logements à l'hectare au sein des pôles de services et des noyaux villageois.

Par ailleurs, le SCoT GAT inscrit dans son document d'orientations générales (D.O.G.) un principe de « pixellisation » du territoire qui vise à déterminer l'ensemble des capacités d'accueil en dehors des tissus urbains existants, c'est à dire dans les espaces naturels et agricoles préservés, dans les zones d'urbanisation future des PLU (zones AU), dans les zones U non bâties et les opérations d'aménagement en cours (ZAC…).

Les surfaces pouvant être ouvertes à l'urbanisation dans le cadre du P.L.U. sont donc liées au nombre de pixels attribués dans le secteur ; Ainsi chaque pixel représente une potentialité brute de développement de 9 hectares.

Ainsi, le SCoT identifie pour Roquettes :

- ½ pixel d'extension dans le secteur de Borde Grosse, soit un potentiel de 4.5 ha environ, mais dont une partie est d'ores et déjà « consommée » par la création de l'EPHAD, de la résidence « La Canal (village sénior) » et de la salle des fêtes ;

- ½ pixel d'extension à Lensemen, soit un potentiel de 4.5 ha environ, mais dont une partie est d'ores et déjà « consommée » par la création de la résidence du « Domaine des Pyrénées » ;

- ½ pixel d'extension à Beaucru, soit un potentiel de 4.5 ha environ ;

- 1 pixel d'extension pour la future Z.A.C. de Bordes Blanches, soit 13.5 ha environ, à répartir entre Pinsaguel et Roquettes.

Dans ce contexte et compte tenu de l'exiguïté de son territoire, la commune de Roquettes souhaite donc :

➲ identifier les sites de développement prioritaires, dans des limites d'urbanisation à définir en fonction des enjeux paysagers ou environnementaux, des espaces agricoles à conserver ou des risques naturels identifiés ;

➲ accompagner leur mode d'urbanisation en mobilisant des outils spécifiques tels que règlement du P.L.U. et Orientations d'Aménagement et de Programmation :

- par le comblement des dents creuses qui subsistent à l'intérieur de la zone déjà urbanisée et notamment celle du « village nord » et du « village sud-ouest » ;

- par l'ouverture à l'urbanisation des zones d'urbanisation future inscrites dans le P.L.U. antérieur, par exemple zone AU0 à Beaucru ou zone AUd à Bordegrosse) ;

- par l'ouverture à l'urbanisation des zones naturelles ou agricoles du P.L.U. antérieur, en particulier dans le périmètre de la future ZAC de Bordes Blanches, ou en prolongement des zones urbaines existantes (Beaucru, Bordegrosse).

- Par l'ouverture d'une zone réservée à l'habitat social dans le secteur des lacs de Beaucru, en continuité immédiate des zones urbanisées de Pins-Justaret.

1.3. En poursuivant la diversification de l'offre en logement dans un contexte historiquement pavillonnaire

La première orientation définie par le P.L.H. vise à « développer la diversité de l'habitat pour garantir le déroulement sur place des parcours résidentiels et assurer l'accueil de nouveaux habitants ». Ainsi, le développement du logement social à l'échelle de l'ensemble du territoire de la C.A.M. est le premier moyen d'action identifié par le P.L.H.

Pour Roquettes, le P.L.H. fixe un taux de logements sociaux dans la production globale future de 25% et l'objectif en nombre de logements sociaux établi à l'horizon 2013 (7% des résidences principales correspondant à des logements locatifs à loyers maitrisés) est d'ores et déjà dépassé avec 11.8%.

Cependant, la commune se trouve aujourd'hui soumise aux objectifs de la loi S.R.U. qui impose 25% de logements sociaux pour les communes de plus de 3500 habitants.

Elle se doit donc de poursuivre les efforts développés ces dernières années en termes de création de logements sociaux : pour atteindre un taux de 20% en 2025, il est nécessaire de construire en moyenne 20 logements sociaux par an, ce qui correspond à près d'un logement sur 2 nouvellement créés.

Les objectifs fixés par le P.L.H. et la loi S.R.U. en la matière pourront être favorisés par l'instauration de règles telles que celles imposant la construction d'une certaine proportion de logements sociaux dans les futures opérations.

2. Assurer le maintien des activités agricoles en protégeant les structures d'exploitation

Malgré un contexte périurbain au sein de l'agglomération toulousaine, l'activité agricole est encore largement présente sur la commune où elle conserve une importance économique et sociale en contribuant significativement à la production de paysages attractifs et en assurant des ruptures entre les différents bourgs. Afin de ne pas menacer sa pérennité, il convient de lui réserver des espaces cohérents et fonctionnels, d'une valeur agronomique satisfaisante.

Ces objectifs sont par ailleurs inscrits clairement par le SCoT G.A.T. qui définit des espaces agricoles protégés pour lesquels des prescriptions relatives au maintien de l'activité agricole s'appliquent. Les secteurs de Borde Grosse et Beaucru sont ainsi identifiés, en continuité des espaces agricoles plus vastes de la commune de Saubens au sud.

Les dispositions suivantes sont donc retenues par la commune :

- Affirmer le rôle agricole des secteurs sud (Borde Grosse) et est (Beaucru) de la commune et assurer leur protection par un zonage adapté ;

- Urbaniser les dents creuses en priorité et en continuité des espaces déjà bâtis, en limitant les surfaces ouvertes à l'urbanisation à la stricte satisfaction des objectifs démographiques.

3. Promouvoir une qualité urbaine tout en respectant les objectifs de densité fixés par les documents supra-communaux

La commune, bien que située en retrait des principaux axes de communication, est identifiée comme « bourg périurbain » par le P.L.H. du Muretain et comme « zone de développement mesuré » par le SCoT GAT ; elle possède une attractivité reconnue en raison de la qualité et du nombre des services offerts.

La typologie urbaine de Roquettes reste dominée par les lotissements qui se sont développés depuis les années 1970.

La satisfaction des objectifs démographiques dans un contexte de maitrise de la consommation des espaces agricoles et naturels de la commune conduisent à privilégier une urbanisation globalement plus dense, dont la qualité est liée à la prise en compte de l'environnement existant : prise en compte des formes urbaines préexistantes, intégration dans la trame viaire, etc.

Pour cela, la commune souhaite s'appuyer sur la mise en œuvre d'un zonage, d'un règlement et d'Orientations d'Aménagement et de Programmation adaptés favorisant :

- la prise en compte du paysage dans le choix des limites des zones à urbaniser : cônes de vue, entrée de ville, traitement des franges urbaines, etc.
- l'intégration des nouvelles constructions dans le paysage : choix des typologies urbaines et modulation des densités, aspects des constructions et de leurs abords.

AXE 1 - POURSUIVRE UN DEVELOPPEMENT URBAIN MAITRISE VOLONTE DU PROJET COMMUNAL
Créer environ 550 logements d'ici 15 ans ; Maîtriser le développement spatial du territoire : - en limitant la consommation d'espace ; - en favorisant le développement de la commune sur les dents creuses du village et à proximité immédiate ; Diversifier l'offre en logements pour favoriser l'accueil d'une population diversifiée et permettre la réalisation de parcours résidentiels adaptés à tous les âges de la vie ; Au besoin, mobiliser les outils existants et futurs nécessaires à la poursuite des objectifs fixés (fiscalités, préemption,…).
Assurer à l'activité agricole l'espace et les conditions nécessaires à son maintien dans des conditions viables ; Assurer la protection des terres agricoles en définissant des limites d'urbanisation claires et en évitant le mitage, source de conflits d'usage potentiels.
Prendre en compte le paysage dans le choix des zones à urbaniser Privilégier des formes urbaines mieux intégrées Adapter les exigences architecturales au contexte local par un règlement approprié

AXE 2 : RENFORCER LE ROLE DU CENTRE BOURG

1. Renforcer le centre ancien en s'appuyant sur la trame existante

Les services et commerces s'organisent principalement le long de la rue Clément Ader qui constitue le noyau ancien de l'urbanisation, entre Garonne et Lousse. Au nord et au sud de cet axe, les différents quartiers ont une vocation quasi exclusivement résidentielle.

En raison de la croissance de la population, de nouveaux besoins apparaissent et le centre commercial existant ne peut aujourd'hui s'agrandir en raison des risques d'inondation identifiés par le Plan de Prévention des Risques Naturels.

La commune souhaite privilégier l'implantation de ces nouveaux services et commerces dans le secteur du village ancien afin de renforcer sa place et sa fonction sociale au sein de la commune.

Pour cela, la commune fixe les orientations suivantes :

- Favoriser la mixité des usages (logement/commerces/services) à proximité de la rue Clément Ader ;
- Identifier les terrains disponibles les plus favorables à l'implantation des commerces et des services et prévoir leur intégration dans la trame urbaine ;
- S'appuyer sur la structure urbaine existante et développer les infrastructures nécessaires (voiries, stationnement) afin d'accompagner l'installation des commerces et services.

2. Proposer un maillage des circuits urbains piétonniers qui favorise la vie sociale

A proximité de la rue Clément Ader, la trame viaire s'organise principalement par le biais de voies orientées Est-Ouest tandis que la perméabilité nord-sud n'est possible que par l'avenue Vincent Auriol à l'ouest ou la rue du Pastel ou la rue la Canal à l'est.

L'affirmation de la rue Clément Ader et de ses abords comme pôle central de la commune doit donc s'accompagner d'un développement des circulations alternatives à la voiture avec les quartiers résidentiels situés aux alentours, ou vers le quartier de la Canal où se situent les infrastructures dédiées à l'accueil des personnes âgées et de la petite enfance.

L'objectif est de créer un réseau de cheminement piétonnier permettant de relier les zones d'habitat et les pôles d'intérêt communal que constituent les commerces et services, et d'offrir des circuits de promenade urbaine.

AXE 2 - RENFORCER LE ROLE DU CENTRE BOURG VOLONTE DU PROJET COMMUNAL
Renforcer la place du centre ancien en complétant l'offre commerciale et de services ; Mettre en place des orientations d'aménagement et de programmation sur les terrains disponibles à proximité de la rue Clément Ader permettant la concrétisation des projets.
Développer des circulations alternatives aux déplacements motorisés ; Relier par des itinéraires « doux » le centre bourg avec les quartiers résidentiels et les pôles d'accueil à destination des populations peu motorisées (personnes âgées, enfance).

AXE 3 : AMELIORER LA QUALITE DE VIE

1. Développer l'offre commerciale de proximité

Le développement communal a conduit à la création de nouveaux quartiers relativement distants du centre bourg, pour lesquels des besoins en termes de commerces de proximité sont identifiés.

Au-delà du renforcement de l'offre commerciale et de services dans le bourg inscrit comme second axe du P.A.D.D., la commune de Roquettes souhaite également permettre la création de pôles commerciaux de proximité dans les quartiers excentrés (est de la commune en particulier).

2. Poursuivre la valorisation des espaces naturels existants, conforter les trames écologiques et proposer à la population des sites de loisirs.

Le territoire communal se développe sur 2 terrasses alluviales de la Garonne superposées, dans lesquelles le ruisseau de la Lousse creuse son lit avant de se jeter dans la Garonne sur la commune de Pinsaguel.

Les écosystèmes liés à la Garonne constituent une richesse écologique majeure, reconnue à la fois par le biais d'un classement en zone « Natura 2000 » et en « zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) ». Ils s'inscrivent en outre dans le « maillage vert et bleu » identifié par le SCoT GAT.

A l'échelle du territoire, il est possible d'identifier d'autres « réservoirs de biodiversité » d'ampleur moindre mais qui contribuent largement à la qualité paysagère et environnementale de la commune :

- Les bords de la Lousse et leur ripisylve d'importance inégale ;
- Les bois résiduels de chênes de la Canal et Gros Bois, à vocation récréative ;
- Les anciennes gravières de Beaucru ou de la Canal, qui ont aujourd'hui laissé la place à des plans d'eau qui couvrent plusieurs hectares ;
- Les lotissements boisés du hameau de Beaucru et de la rue d'Aquitaine et les jardins en cœur d'ilot des zones pavillonnaires.

Afin de protéger les milieux naturels remarquables et conforter les continuités écologiques, les dispositions suivantes sont retenues par la commune :

- Préserver les espaces naturels existants reconnus (Natura 2000 et ZNIEFF) ou identifiés et renforcer leur maillage par un zonage approprié ou un classement en espaces boisés classés (E.B.C.) dans le P.L.U. : bords de Garonne, bois, bords de la Lousse ;
- Mise en valeur des espaces naturels permettant une meilleure appropriation par la population : développement des chemins de promenade et création de jardins familiaux en bordures de la Garonne pour un usage de loisir clairement identifié;

- Inscrire les espaces naturels de Roquettes dans la trame intercommunale : continuité des espaces agricoles ou naturels avec les communes voisines, coupure entre zones urbanisées des différents bourgs ;
- Intégrer la notion de trames vertes et bleues dans les zones d'urbanisation future : Coulée verte de la future ZAC de Bordes Blanches.

3. Développer les modes de déplacements alternatifs

Commune péri-urbaine, le développement de Roquettes s'est organisé autour de la voiture, d'autant plus que la commune se situe à l'écart des voies de chemin de fer qui constituent le moyen le plus rapide d'atteindre les grands pôles d'emplois que sont Muret ou Toulouse.

Les cheminements consacrés aux modes de « déplacements doux » (piétons, cycles), sans être absents, souffrent néanmoins d'un manque de continuité qui pénalise leur utilisation au quotidien.

En lien avec la Communauté d'Agglomération du Muretain, la commune de Roquettes souhaite :

- poursuivre le développement des itinéraires cyclables, en assurant leur continuité le long des trajets principaux : axe est-ouest (Place Monségur ↔ Ecoles ↔ Domaine des Pyrénées) et nord-sud (Stade du Champ du Moulin ↔ Bois La Canal) ;
- permettre la création d'une voie piétons/cycles vers les établissements scolaires (collège, lycée) de Pins-Justaret par l'inscription d'un emplacement réservé dans le P.L.U. ;
- intégrer l'évolution du réseau de transports en commun dans l'agglomération et en permettre un meilleur accès pour sa population (futures gares de Pinsaguel ou de Roques).

4. Améliorer la sécurité des habitants

4.1. En prenant en compte les risques identifiés

Le territoire communal est concerné par plusieurs types de risques ayant donné lieu à l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques (PPR) :

- risque « inondation » lié à la Garonne et au ruisseau de la Lousse ;
- risque sècheresse ;
- risque rupture du barrage de Cap de Long.

Dans ce contexte, la commune souhaite adapter, limiter voire interdire les constructions dans certains secteurs en fonction du ou des risque(s) encourus.

4.2. En améliorant la sécurité routière

Le caractère périurbain de Roquettes et des communes voisines et leur développement démographique conduisent à une intensité du trafic routier qui n'est pas toujours adapté au gabarit des voiries et au caractère souvent résidentiel des quartiers traversés (vitesses excessives).

Les risques générés en termes de sécurité routière ont conduit la commune à réaliser des aménagements de sécurité destinés à réduire la vitesse (ralentisseurs, chicanes), mais il subsiste des points noirs : problèmes de visibilité, voies de largeur insuffisante, etc.

La commune souhaite poursuivre la réalisation de tels aménagements, notamment au niveau des sorties d'impasses privées de la route de Pinsaguel et permettre l'élargissement des voies existantes par l'inscription d'emplacements réservés (rue d'Aquitaine par exemple).

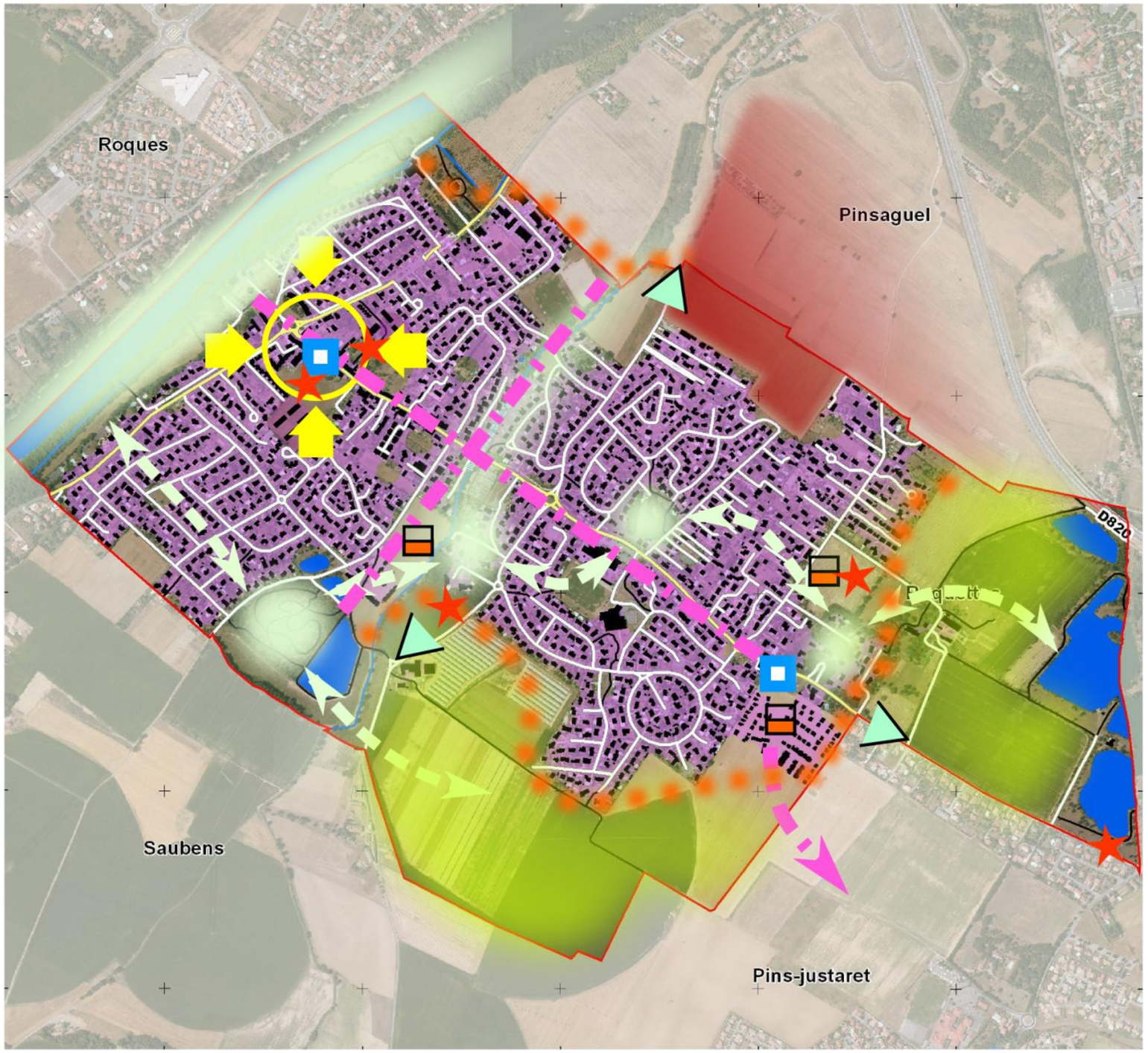
5. Maintenir le niveau d'équipements en matière de communication numérique

Le réseau Internet est suffisant actuellement mais tout développement urbain devra être accompagné des infrastructures numériques nécessaires.

6. Maintenir le niveau d'équipements en matière de loisirs

Protéger et permettre l'accès à la population aux infrastructures de loisirs existantes et futures : parcs, bois, espace culturel, jardins familiaux.

AXE 3 : AMELIORER LA QUALITE DE VIE VOLONTE DU PROJET COMMUNAL
Relier le centre bourg avec les quartiers résidentiels et les pôles d'accueil à destination des populations peu motorisées (personnes âgées, enfance)
Préserver les milieux naturels aquatiques (écosystèmes lié à la Garonne, ruisseau de la Lousse et canaux et leur ripisylve) et terrestres (bois, haies) ; Identifier les arbres remarquables et les haies à conserver pour leur intérêt en termes de biodiversité ou de paysage ; Favoriser le maillage des espaces naturels par l'identification des corridors et des continuités/discontinuités écologiques : trame verte et bleue ; Améliorer leur visibilité au quotidien par une meilleure mise en valeur ; Promouvoir les « coupures vertes » avec les espaces urbanisés des communes voisines et traiter les marges et lisières (zones urbaines ↔ zones naturelles et agricoles).
Développer des circulations alternatives aux déplacements motorisés : - Vers le centre bourg ; - Vers les pôles commerciaux, de services et de loisirs de la commune ; - Vers les pôles de transports ou de services situés dans les communes voisines.
Améliorer la sécurité des habitants : - Face aux risques identifiés et reconnus par une prise en compte dans le zonage et le règlement du P.L.U. ; - En poursuivant la réalisation d'aménagements favorisant la sécurité routière : aménagement de carrefour, élargissement des voies.
Maintenir le niveau d'équipements en matière de communication numérique. - En poursuivant la mise en place des réseaux numériques adaptés sur les nouveaux quartiers de développement.
Maintenir un niveau d'équipements en matière de loisirs - En permettant l'accès à la population aux infrastructures de loisirs existantes et futures : parcs, bois, espace culturel, jardins familiaux.



Zones urbanisées

AXE 1 : Permettre l'accueil de nouveaux habitants, en s'insérant dans le développement plus global des agglomérations muretaine et toulousaine

- Maitriser le développement du territoire

Secteur de développement prioritaire : ZAC de Bordes Blanches

Site retenu pour le développement de l'habitat

Autres secteurs d'extension possible identifiés par le SCoT : "pixellisation"

- Assurer le maintien des activités agricoles en protégeant les structures d'exploitation

Secteurs à vocation agricole

- Promouvoir la qualité urbaine

Entrée de ville

Traitement des franges urbaines

AXE 2 : Renforcer le rôle du centre bourg

AXE 3 : Améliorer la qualité de vie

- Développer l'offre commerciale de proximité

- Poursuivre la valorisation des espaces naturels existants et conforter les trames écologiques : s'appuyer sur les espaces relais (espaces boisés), les espaces publics des lotissements et les jardins privés (coeurs d'îlots)

- Développer les modes de déplacements alternatifs